

Arrêté préfectoral mettant en demeure la société U.C.A.C. de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 2 février 2011 pour son site implanté à Cuignières

LE PRÉFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 février 2011 réglementant les stockages de céréales de la société U.C.A.C. sur son site implanté sur le territoire des communes de Cuignières et d'Erquinvillers (60130), chemin de la folie, notamment les articles de l'annexe qui prévoient :

- article 7.4.6.1, que « des exercices annuels de mise en œuvre du plan d'intervention sont réalisés » ;
- article 7.7, que « l'exploitant établit un programme d'entretien des détecteurs de dysfonctionnement qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées » ;
- article 7.4.3, que « les installations de protection contre l'incendie notamment les colonnes sèches doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques » ;
- article 4.2.3, que « le séparateur d'hydrocarbures est entretenu et vidangé au minimum deux fois par an et s'il y a lieu après chaque événement pluvieux important » ;
- article 8.2.2, que « l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets d'eaux pluviales. Des prélèvements sont, au minimum, réalisés bisannuellement en aval du séparateur d'hydrocarbures (traitant les eaux pluviales de ruissellement des voiries) ainsi qu'après un épisode pluvieux si nécessaire » ;
- article 7.1.5 alinéa 1, que « les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur » ;
- article 4.2.3, que « les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité » ;
- article 7.4.6.3, que « La conduite à tenir en cas de nécessité de confinement des eaux est définie dans le cadre d'une procédure. Celle-ci est clairement affichée et est connue des personnes devant mettre en place les opérations de confinement » ;

Vu le rapport du 5 mars 2015 de l'inspection des installations classées, faisant suite à la visite d'inspection réalisée le 27 février 2015, transmis à l'exploitant le même jour compte tenu des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite du 27 février 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- aucun exercice annuel de mise en œuvre du plan d'intervention n'est réalisé (non respect de l'article 7.4.6.1 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2011) ;
- il n'existe pas, d'une part, de registre permettant à l'inspection des installations classées de s'assurer que chaque détecteur de dysfonctionnement a été contrôlé en interne ou en externe et, d'autre part, de procédure définissant, pour chaque type de détecteurs de dysfonctionnement, la fréquence et la nature du contrôle (non respect de l'article 7.7 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2011) ;
- les colonnes sèches ne font pas l'objet de vérifications périodiques (non respect de l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2011) ;
- le séparateur d'hydrocarbures n'est pas entretenu et vidangé au minimum deux fois par an (non respect de l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2011) ;
- aucun programme de surveillance des rejets d'eaux pluviales n'est mis en place (non respect de l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2011) ;
- les installations électriques ne font pas l'objet d'un contrôle rigoureux (non respect de l'alinéa 1 de l'article 7.1.5 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2011) ;
- aucun contrôle n'est assuré afin de s'assurer de l'étanchéité du bassin de confinement (non respect de l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2011) ;
- la vanne de sectionnement des eaux pluviales et des eaux d'extinction n'est pas identifiable, ne fait l'objet d'aucun entretien d'efficacité et aucune procédure à proximité de la vanne ne permet de connaître la conduite à tenir en cas de nécessité de confinement des eaux d'extinction (non respect de l'article 7.4.6.3 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2011) ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 4.2.3, 7.1.5 alinéa 1, 7.4.3, 7.4.6.1, 7.4.6.3, 7.7 et 8.2.2 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 2 février 2011 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société UCAC de respecter les prescriptions dispositions des articles 4.2.3, 7.1.5, 7.4.3, 7.4.6.1, 7.4.6.3, 7.7 et 8.2.2 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 2 février 2011, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise ;

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> :** La société U.C.A.C. exploitant des installations de stockage de céréales, sises chemin de la folie sur les communes de Cuignières et d'Erquinvillers (60130), est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 2 à 8 du présent arrêté sous un délai de trois mois à compter de la date de la présente notification. Les éléments justifiant du respect des articles 2 à 8 sont transmis au préfet de l'Oise et à l'inspection des installations classées au plus tard une semaine après le délai précité.

**Article 2 :** La société U.C.A.C. respecte l'article 7.4.6.1 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2011 notamment :

« Des exercices annuels de mise en œuvre du plan d'intervention sont réalisés ».

**Article 3 :** La société U.C.A.C. respecte l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2011 notamment :  
« Le séparateur d'hydrocarbures est entretenu et vidangé au minimum deux fois par an et s'il y a lieu après chaque événement pluvieux important ».

**Article 4 :** La société U.C.A.C. respecte l'article 7.1.5 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2011 notamment :  
« Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur ».

**Article 5 :** La société U.C.A.C respecte l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2011 notamment :  
« Les installations de protection contre l'incendie notamment les colonnes sèches doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques ».

**Article 6 :** La société U.C.A.C. respecte l'article 7.4.6.3 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2011 notamment :  
« La conduite à tenir en cas de nécessité de confinement des eaux est définie dans le cadre d'une procédure. Celle-ci est clairement affichée et est connue des personnes devant mettre en place les opérations de confinement ».

**Article 7 :** La société U.C.A.C. respecte l'article 7.7 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2011 notamment en ce qui concerne les détecteurs de dysfonctionnement :  
« L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».

**Article 8 :** La société UCAC respecte l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2011 notamment :  
« L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets d'eaux pluviales. Des prélèvements sont, au minimum, réalisés bis-annuellement en aval du séparateur d'hydrocarbures (traitant les eaux pluviales de ruissellement des voiries) ainsi qu'après un épisode pluvieux si nécessaire ».

**Article 9 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 10 :** Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

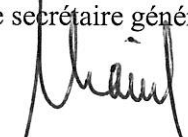
- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Article 11 :** Le présent arrêté sera notifié à la société U.C.A.C. et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

**Article 12 :** Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Clermont, le maire de Cuignières, le maire d'Erquinvillers, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 28 AVR. 2015

Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

  
Julien MARION

Destinataires :

Monsieur le Directeur  
Société U.C.A.C.  
11 avenue des Déportés  
60600 CLERMONT

Monsieur le sous-préfet de Clermont

Monsieur le maire de Cuignières

Monsieur le maire d'Erquinvillers

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

Monsieur l'inspecteur de l'environnement  
s/couvert de Monsieur le chef de l'unité territoriale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement de Picardie